

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(97)/ST/3

19 décembre 1997

(97-5619)

Conseil général  
10 décembre 1997

Original: espagnol

## ARGENTINE

Déclaration de S.E. M. Juan C. Sánchez Arnau  
Ambassadeur, représentant permanent

Je voudrais exprimer mes remerciements pour la version préliminaire du Rapport annuel de l'OMC qui sert de base à l'examen de ce point de l'ordre du jour. Une partie de ce rapport concerne les "perspectives pour 1997" et il aurait été utile qu'elle soit distribuée au cours du premier semestre de l'année et non au moment où celle-ci touche à sa fin.

La version préliminaire du rapport annuel contient toutefois quelques éléments sur lesquels nous souhaiterions faire des observations.

En ce qui concerne les **tendances du commerce mondial**, la croissance du commerce mondial est restée soutenue en 1996, celui-ci ayant connu, une fois encore, un taux de croissance égal ou double de celui du PNB mondial (5 pour cent contre 2,5 pour cent). Ces chiffres confirment la tendance observée les années précédentes et s'expliquent en grande partie par la poursuite du processus de libéralisation des échanges, dont nous devons nous féliciter.

A ce sujet, nous souhaiterions souligner la part de l'Amérique latine dans cette croissance du commerce des marchandises, avec un taux de croissance de 11 pour cent, qui dépasse largement la moyenne mondiale. La croissance du commerce des services en Amérique latine représente elle aussi le double de la moyenne mondiale du secteur.

A ce sujet, nous devons souligner que la croissance du commerce global des pays du Mercosur s'explique en grande partie par une forte augmentation des importations provenant de pays extérieurs à la zone. Si nous prenons la période 1990-1996, la croissance annuelle des importations dans les pays membres du Mercosur a été de 26 pour cent et l'augmentation annuelle des importations totales de 20 pour cent. Enfin, je voudrais souligner le cas de notre pays, dont les importations ont connu pendant cette même période (1990-1996) un accroissement de 34 pour cent par an, taux le plus élevé de ceux enregistrés dans les pays Membres de l'OMC. Cette croissance est le résultat de l'ouverture de l'économie et de la forte augmentation de l'investissement intérieur et étranger qui a entraîné, à son tour, une expansion accélérée des importations de biens d'équipement et d'intrants industriels.

D'autre part, le rapport du Secrétariat montre bien une fois encore, comme les années précédentes, que les secteurs les plus protégés restent ceux qui présentent un intérêt pour les pays en développement, comme le secteur des textiles et le secteur agricole, où l'on trouve les crêtes tarifaires les plus élevées, la plus forte progressivité des droits et les plus grandes distorsions des échanges.

./.

Enfin, en ce qui concerne les **activités de l'OMC**, nous souhaiterions mettre en relief quatre faits qui nous semblent mériter l'attention dans le cadre de cette analyse:

- le **premier** a été l'heureux aboutissement, au mois de février, des négociations sur les télécommunications de base (malheureusement, faute de temps, de nombreux Membres n'ont pas encore pu achever les procédures d'approbation internes de l'accord en question);
- le **deuxième** est le recours intensif au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, élément positif qui devrait contribuer à atténuer les risques d'application ou la menace d'application de mesures unilatérales;
- le **troisième** est la mise en route, après les longues discussions que nous avons eues l'année passée, des travaux sur l'investissement, les politiques de la concurrence et la transparence dans les marchés publics, à la suite des décisions prises à la Conférence ministérielle de Singapour. Ces travaux vont contribuer, le moment venu, à éclairer les décisions que nous devons prendre touchant l'éventuelle nécessité de négocier des disciplines additionnelles dans le cadre de l'OMC;
- le **quatrième**, qui n'est pas le moins important, a été le début du processus d'analyse et d'échange de renseignements dans le cadre du Comité de l'agriculture, qui permettra aux pays Membres de se préparer dans un délai raisonnable à la négociation qui commencera dans ce secteur à la fin de l'année 1999.

Nous tournant maintenant vers l'avenir, nous voudrions seulement affirmer notre conviction qu'il est nécessaire de maintenir l'"élan" de la tendance générale à la libéralisation du commerce international et de ne pas céder aux pressions grandissantes qui se manifestent dans quelques grandes puissances commerciales en faveur d'un arrêt de cette tendance. Ni le chômage, ni les problèmes financiers auxquels peuvent être confrontés certains pays, ne trouveront une solution dans le recours au protectionnisme.

Nous devons aussi signaler qu'à notre avis ce processus de libéralisation des échanges risque de s'épuiser dans un proche avenir s'il continue à s'appuyer exclusivement sur des négociations sectorielles. Nous disposons d'un programme "incorporé" prometteur ainsi que d'autres initiatives qui vont dans le même sens, mais celles-ci, pas plus que le programme, ne pourront guère nous apporter les résultats espérés en matière de libéralisation du commerce si nous ne parvenons pas à les regrouper sous un "engagement unique" de manière que tous les Membres puissent apporter la plus grande contribution possible à ce processus, contribution justifiée par les avantages que chacun d'entre eux pourra retirer de l'ensemble de ces négociations.